

Sud^{PTT}



Sud^{PTT}

Organisons la riposte !

Pour

Contre

*Une réduction du temps de travail
Une sécurité sociale forte et indépendante
Plus de justice sociale*

*La destruction du Code du Travail
La destruction de l'assurance chômage
Toutes les politiques antisociales*

★ Inversion de la hiérarchie des normes

Le gouvernement compte renforcer les inégalités déjà inscrites dans la Loi Travail en renforçant la prépondérance des accords d'entreprise sur le Code du Travail.

Cette manœuvre est probablement la plus infâme de toutes les réformes du droit du travail car elle détruit purement et simplement les droits des travailleurs et des travailleuses pour les jeter en pâture à des pseudos accords entre employé.e.s et employeurs. Le gouvernement donne ainsi carte blanche aux patrons pour imposer toutes leurs volontés aux salarié.e.s.

★ Destruction du CDI

Le gouvernement projette de permettre aux patrons d'inclure des clauses inscrites dans le contrat de travail permettant la rupture du contrat. C'est la destruction pure et simple du CDI et l'ouverture à tous les abus possibles et imaginables.

Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement veut faciliter la vie des patrons délinquants en plafonnant les indemnités des salariés pour licenciement sans cause réelle et sérieuse. Ainsi, les patrons pourront tranquillement budgétiser avec précision combien leur coutera un licenciement abusif.

★ Référendum patronaux

En cas d'échec des négociations avec les organisations syndicales, les patrons pourront organiser des référendums d'entreprise dans des conditions plus que douteuses. Ils contourneront ainsi les organisations syndicales élues démocratiquement et pourront faire chanter leurs employé.e.s sans aucune difficulté.

★ « Réforme » de l'assurance chômage

Le gouvernement veut remplacer le financement de l'assurance chômage. Actuellement assuré par les cotisations sociales sur les salaires, il passerait à l'avenir par une augmentation de la CSG. Ce nouveau financement permettrait ainsi aux patrons de tirer encore plus les salaires vers le bas en profitant de cette marge. De plus, la CSG est notamment payée par les retraités dont plus d'un million vivent déjà sous le seuil de pauvreté. Enfin, le financement de l'assurance chômage par l'impôt signifie une prise en main totale par l'État, et donc une très probable diminution des indemnités, découlant des politiques d'austérité.

★ Casse des services publics

120 000 : c'est le nombre de suppressions de postes prévues par le gouvernement. En réduisant ainsi les personnels des services publics, le gouvernement entend renforcer les inégalités entre les populations les plus pauvres et les plus précaires, dépendantes des services publics, et les plus riches pouvant aisément se passer de postes dans les écoles, les maternités, la justice...

★ État d'urgence dans le droit commun

Dénoncé par Amnesty International, l'État d'Urgence est un outil utilisé par le gouvernement pour museler les mouvements sociaux et la population. Profitant de cela, le gouvernement compte inscrire ces « mesures d'urgence » dans le droit commun. Surveillance électronique, répression renforcée... Le New York Times, journal à envergure internationale, s'inquiète des « pouvoirs sans entrave d'Emmanuel Macron ».

La lutte, c'est classe !

*Le Front Social est une coordination de syndicats, associations, collectifs et individu.e.s
ouvert à tou.te.s les exploité.e.s refusant la résignation.*

Pour rejoindre le Front Social et recevoir les informations : pourunfrontsocial33@gmail.com